



OBSERVATOIRE GÉOSTRATÉGIQUE DU SPORT

LE SPORT, SYMBOLE DE LA MUTATION SUD-AFRICAINE

par Alexandra FOUCAUD

Etudiante à Sciences-Po Paris

SEPTEMBRE 2014

LE SPORT, SYMBOLE DE LA MUTATION SUD-AFRICAINE

Par Alexandra Foucaud / étudiante à Sciences-Po Paris

Notion émergente depuis le début du XIX^{ème} siècle, l'impact du sport dans les relations internationales trouve aujourd'hui de nouvelles illustrations à travers les débats autour de la diplomatie sportive du Qatar ou encore des Jeux Olympiques de Sotchi (Février 2014). Pourtant, il s'agirait de ne pas oublier l'importance qu'a pu et continue d'avoir le sport en Afrique du Sud que ce soit au cours de l'apartheid (1948-1992), où le sport était à la fois vecteur de la politique de ségrégation et symbole de la lutte contre ce système, à l'occasion de la Coupe du monde de rugby en 1995 (symbole de la réhabilitation de l'Afrique du Sud dans la communauté internationale) ou encore par l'organisation de la Coupe du monde de football 2010 qui permit au pays d'afficher l'image d'un pays leader en Afrique : sport, politique intérieure et internationale de l'Afrique du Sud semblent donc inextricablement liés. On peut ainsi penser que le sport est un élément à part entière dans l'histoire de l'Afrique du Sud et est à la fois symbole et vecteur de la mutation du pays.

LE SPORT DURANT L'APARTHEID, ENTRE DISCRIMINATION ET PROTESTATION

L'apartheid¹ commença en 1948 et s'appliquait à toutes les sphères de la société, y compris au sport. Tous les échelons du sport étaient concernés. Ses institutions n'étaient dirigées que par des Blancs qui pratiquaient la discrimination sportive dans la sélection des joueurs pourtant censée être basée sur le mérite et le culte de la performance². Les équipes mixtes étaient interdites et seuls les Blancs pouvaient participer aux compétitions³. Si les exemples de restriction de la pratique d'un sport sont nombreux, la ségrégation se traduisait ainsi jusque dans les stades où les spectateurs ne pouvaient être mélangés, voire même être interdits de stade, l'apartheid était aussi perceptible au sein des relations internationales de l'Afrique du Sud : aucun lien sportif bilatéral n'était tissé avec des pays

¹ L'apartheid est la politique de ségrégation raciale mise en place en 1948 et pratiqué jusqu'en 1991 en Afrique du Sud par le Parti national (minorité blanche) fondée sur le développement séparé des populations. C'est l'application institutionnelle d'une pratique jusque-là empirique. La ségrégation s'appliquait aux sphères géographiques, sociales, économiques. La population était répartie en quatre groupes distincts : Blancs (20%), Noirs (70%), Coloured (9%) et Indiens (3%). Dans le présent article, les deux derniers groupes sont inclus dans celui des Noirs.

² Danie Craven, président de la fédération sud-Africaine de rugby est l'un des seuls à avoir été ouvertement opposé à l'apartheid, « L'homme qu'il fallait emmener », *L'Equipe*, 12 août 2014.

³ Errol Tobias est, en 1981, le premier joueur non-blanc sélectionné dans l'équipe sud-Africaine.

ditions « non-blancs » et les équipes étrangères venant effectuer une tournée en Afrique du Sud ne pouvaient comporter de joueurs de couleur⁴. Le sport se retrouvait donc être un des secteurs le plus touchés par l'apartheid mais était aussi un vecteur de protestations contre ce système.

En effet, de nombreux sportifs noirs luttèrent contre ce système. Leur stratégie s'organisait notamment autour d'un projet de ralliement de la communauté internationale à leur cause. Cette dernière, qu'elle soit représentée par le Comité International Olympique (CIO) ou l'Organisation des Nations Unies (ONU) mit du temps à faire entendre sa voix, semblant privilégier ses intérêts économiques et commerciaux à la condamnation du système. En le tolérant, elle donnait un blanc-seing à sa poursuite. Toutefois, au milieu des années 1950, des initiatives de remise en cause de l'autorité des institutions blanches commencèrent à porter leurs fruits. Ainsi, en 1955, une délégation noire effectua une présentation à la FIFA pour demander la suspension de la Fédération de football sud-africaine (FASA). Elle n'obtint gain de cause qu'en 1961, l'échéance ayant été retardée par les soutiens de l'Afrique du Sud de l'apartheid au sein du comité exécutif de la FIFA⁵. En effet, certains dirigeants sportifs internationaux s'entendaient très bien avec leurs homologues sud-africains à l'exemple de Stanley Rous, président de la FIFA entre 1961 et 1974, connu pour son soutien à la FASA⁶. En 1963, la FIFA décide d'envoyer en Afrique du Sud une commission d'enquête qui conclura, en contradiction avec l'article 3 des Statuts de la FIFA stipulant que toute discrimination est interdite sous peine de suspension ou d'exclusion⁷, que les pratiques discriminatoires de l'Afrique du Sud ne concernent pas la FIFA, que politique et sport doivent rester séparés. La commission recommande ainsi que la FASA soit réintégrée, ce qui sera chose faite en 1963. L'année suivante, lors du Congrès de Tokyo, l'opposition à la FASA se voit renforcée par l'intégration de 20 nouvelles fédérations africaines⁸ issues d'une vague d'indépendance, soutenues par les fédérations asiatiques. Sous la pression de ces pays, la FASA est à nouveau exclue de la FIFA. Il est intéressant de noter que cette période correspond à celle de la décolonisation et que les anciennes colonies cherchaient à affirmer leur indépendance en luttant entre autres contre la ségrégation et le racisme, notamment

⁴ Cette politique est par la suite assouplie sous Johannes Vorster alors qu'il était Premier ministre (1966-1978). Ainsi quelques joueurs de couleur peuvent venir en Afrique du Sud à l'exemple de quelques rugbymens maoris jouant avec la Nouvelle-Zélande en 1970 ou des Français Roger Bourgairel (1971) ou Serge Blanco (1980).

⁵ A. S. Minty, « International boycott of Apartheid Sport », papier préparé pour la Commission de l'ONU sur l'apartheid 1971, in E. S. Reddy, *Anti-apartheid movement and the United Nation, statements and papers of A. S. Minty*, 1994.

⁶⁶ T. Henley, « "This Time for Africa": FIFA, Politics, and South Africa's Struggle for Human Rights », article préparé dans le cadre du séminaire "Duke Immerse": Freedom Struggles in the 20th Century, 2013, p. 13, accessible en ligne : <http://humanrights.fhi.duke.edu/wp-content/uploads/This-Time-for-Africa.-Taylor-Henley.pdf>

⁷ Ibidem, p.5.

⁸ « L'émergence de l'Afrique: 32e Congrès de la FIFA, Rome 1960 et Tokyo 1964 », site de la FIFA, consulté le 31.07.13, accessible en ligne : <http://fr.fifa.com/aboutfifa/organisation/bodies/congress/history/congress-tokyo-1964.html>

au sein du Mouvement des non-alignés⁹. Durant une trentaine d'années, ces pays seront à la pointe de la lutte contre l'apartheid. D'autres fédérations internationales furent confrontées à cette problématique. Ainsi, en 1956, la Fédération internationale de tennis de table avait décidé de ne plus reconnaître la fédération blanche sud-africaine mais de reconnaître celle se définissant comme non- raciale¹⁰, qui se verra cependant dans l'impossibilité de participer aux compétitions internationales à cause du gouvernement (retrait des passeports des sportifs). En 1966, une motion visant à suspendre l'Afrique du Sud au sein de la Fédération internationale d'athlétisme fut rejetée avant d'être finalement adoptée en 1970¹¹. Le cricket, sport essentiellement blanc, subit lui aussi le boycott international. Ainsi, en 1970, la Fédération internationale de cricket impose un moratorium sur les tournées sud-africaines, outrepassé par plusieurs tournées clandestines¹². La plupart des autres fédérations sportives n'avaient pas de position officielle contre les fédérations sportives sud-africaines.

Sentant que la communauté internationale du sport commençait à s'intéresser à la question, le ministre de l'Intérieur, Dr. T.E Donges, se prononce en faveur de la pratique du sport chez les non-blancs sous la forme d'une organisation séparée en juin 1956. Les compétitions interraciales seraient toujours interdites et les organisations sportives noires resteraient néanmoins sous la tutelle des blanches. Cette proposition occasionne des tensions et interrogations entre les sportifs de couleur. Si certains attribuent plus de poids à la reconnaissance internationale et à la possibilité de participer aux différentes compétitions, quitte à accepter le principe de discrimination, la majorité décide d'accorder plus d'importance à la lutte contre la discrimination dans le sport¹³. La proposition est donc rejetée. Les sportifs noirs continuent leur combat et créent le Comité coordonnateur sud-africain pour les relations internationales dans le sport¹⁴ visant à coordonner leurs demandes de reconnaissance internationale ainsi que l'Association sud-Africaine des sports¹⁵ (SASA, 1959), rassemblent environ 70 000 membres (bien plus que la South African Olympic Games Association (SAOGA)) avec pour buts la participation aux compétitions internationales ainsi que le soutien et la

⁹ Dont l'un des actes fondateurs est la Conférence de Bandung de 1955.

¹⁰ A. S. Minty, «International boycott of Apartheid Sport», paper préparé pour la Commission de l'ONU sur l'apartheid 1971, in E. S. Reddy, *Anti-apartheid movement and the United Nation, statements and papers of A. S. Minty*, 1994.

¹¹ D. Booth, «Hitting Apartheid for Six? The Politics of the South African Sports Boycott». *Journal of Contemporary History*, 2003.

¹² Ibidem.

¹³ Ibidem.

¹⁴ South African Coordinating Committee for International Relations in Sport.

¹⁵ South African Sports Association.

consolidation des fédérations non- raciales¹⁶. La SASA compte sur la peur d'un isolement international poussant ainsi l'Afrique du Sud au changement.

En Afrique du Sud, sportifs et amateurs de sport se rendent compte que des progrès sont nécessaires afin de continuer à participer au concert du sport international mais seules des mesures de façade seront entreprises. De plus, des voix s'élèvent pour préciser que selon la loi, il n'est pas illégal de jouer des matchs mixtes à l'image de la décision de la Cour suprême du Natal qui juge en octobre 1962 qu'il est légal de jouer au football entre Blancs et Noirs¹⁷.

En janvier 1963 est créé le South African Non-racial Olympic Committee (SAN-ROC), émanation de la SASA. Le SAN-ROC ne remplace pas la SASA mais devient le seul acteur en charge de la représentation auprès du CIO. Ses membres veulent participer à la conférence du CIO de Baden-Baden (1963) mais en sont empêchés par le gouvernement. Les défenseurs d'un sport sans discrimination subissent de nombreuses persécutions, notamment l'emprisonnement¹⁸. Malgré la violation patente du principe fondamental de non-discrimination inscrit dans la Charte Olympique, le CIO souhaite conserver la SAOGA¹⁹ et ce n'est que sous la pression de certains de ses membres, dont les représentants afro-asiatiques, socialistes ainsi que de certains européens que la SAOGA sera exclue. En 1964, le CIO retire son invitation aux Jeux de 1964 après que Jan de Klerk, alors ministre de l'intérieur, ait déclaré que la délégation olympique ne serait pas multiraciale. Cette décision est imitée en 1968 par le comité organisateur des Jeux de Mexico suite aux menaces de boycott des pays afro-asiatiques soutenus par le monde arabe et le bloc communiste²⁰. En effet, les pays africains avaient créé en 1966 le Conseil suprême pour le sport en Afrique. Ils s'étaient alors accordés sur le fait de combattre, par tous les moyens, la ségrégation sportive sud-africaine²¹. En mai 1970, l'Afrique du Sud est finalement exclue du CIO et ne participera à aucuns Jeux entre 1972 et 1988. Cependant, l'organisation suisse ne reconnaît pas pour autant la SAN-ROC. Une évolution est perceptible à partir de 1988 quand le CIO signe la Déclaration contre l'apartheid dans le sport. Trois ans plus tard, le CIO reconnaît le Comité national olympique sud-africain créé après l'apartheid.

¹⁶ A. S. Minty, «International boycott of Apartheid Sport», paper préparé pour la Commission de l'ONU sur l'apartheid 1971, in E. S. Reddy, *Anti-apartheid movement and the United Nation, statements and papers of A. S. Minty*, 1994.

¹⁷ M. Draper, « Custom and policy - not law - bar mixed sport », *Johannesburg Star*, 31.01.63 in A. S. Minty, «International boycott of Apartheid Sport», paper préparé pour la Commission de l'ONU sur l'apartheid 1971, in E. S. Reddy, *Anti-apartheid movement and the United Nation, statements and papers of A. S. Minty*, 1994.

¹⁸ Notamment Dennis Brutus, enseignant et journaliste sud-africain, militant anti-apartheid fondateur de la SASA, qui après avoir été emprisonné et agressé quitta le pays pour l'Angleterre où il a continué son combat.

¹⁹ A. S. Minty, «International boycott of Apartheid Sport», paper préparé pour la Commission de l'ONU sur l'apartheid 1971, in E. S. Reddy, *Anti-apartheid movement and the United Nation, statements and papers of A. S. Minty*, 1994.

²⁰ P. Nongogo, « The effect of sport boycott and social change in South Africa : a historical perspective, 1955-2005 », rapport tire de IOC Olympic Studies Centre Postgraduate Research Grant Programme 2010, 2011.

²¹ Ibidem.

Si le CIO a joué un rôle de premier plan dans la lutte contre l'apartheid, il convient aussi de souligner celui du Commonwealth, organisation regroupant les pays issus de l'ancien Empire britannique. L'Afrique du Sud de l'apartheid ayant participé à tous les Jeux du Commonwealth décide d'elle-même de quitter l'organisation en 1961 après des désaccords avec plusieurs pays (Inde, Canada). En 1977, le Commonwealth approuve à l'unanimité le *Gleneagles Agreement* qui vise à décourager tous contacts sportifs avec l'Afrique du Sud.

De son côté, l'ONU a eu, elle aussi, un rôle actif contre l'apartheid dans le sport. Ainsi, l'Assemblée Générale crée en 1980 le "*Register of sports contacts with South Africa*" qui recense les sportifs et officiels participant à des événements en Afrique du Sud. Si des sanctions ne sont pas mises en place, la pression morale est forte. Le 10 décembre 1985, l'Assemblée générale de l'organisation adopte l'*International convention against apartheid in sports* signée par soixante-douze pays et ratifiée par soixante, dont aucun pays dit « occidental »²².

Néanmoins, l'Afrique du Sud a continué à avoir des liens sportifs avec les diverses fédérations nationales sportives. En effet, si certains Etats ont tenté de faire pression sur leurs fédérations nationales, ces dernières demeurent indépendantes et donc libre de maintenir des liens sportifs avec l'Afrique du Sud. Le gouvernement français par exemple n'avait pas émis de réserves sur les liens rugbystiques franco-sud-africains jusque dans les années 70 mais émet des avis défavorables dès 1971²³. Dans une interview de décembre 1997, Albert Ferrasse, président de la Fédération Française de Rugby, ami du président de la fédération sud-africaine²⁴, disait ainsi « Je me souviens avoir été convoqué au Château par Jean François-Poncet²⁵ qui prétendait m'interdire de faire venir les Sud-Africains pour qu'ils jouent en France. C'était en plein apartheid. Et bien je lui ai répondu: «Pas de problèmes, c'est nous qui irons». Et on y est allé. ».²⁶ Ainsi, rugbymen et joueurs de crickets sud-africains continuent d'affronter leurs homologues étrangers qu'ils soient anglais, irlandais, français ou encore australiens et néo-zélandais. Il semblerait donc qu'au final, les dirigeants sud-africains ainsi que les Afrikaners n'ont été que peu touchés par le boycott sportif international de la FIFA ou du CIO car les liens rugbystiques, eux, perduraient et que le rugby était la « religion » des Afrikaners. Albert

²² Pour voir la liste des signataires : https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-10&chapter=4&lang=en

²³ « Sport et relations internationales : le cas franco-sud-africain », *Le bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 16, accessible en ligne : <http://www.univ-paris1.fr/autres-structures-de-recherche/ipr/les-revues/bulletin/tous-les-bulletins/bulletin-n-16/sport-et-relations-internationales-le-cas-franco-sud-africain/>

²⁴ « L'homme qu'il fallait emmener », *L'Equipe*, 12 août 2014.

²⁵ ministre des Affaires Etrangères de l'époque.

²⁶ « Albert Ferrasse : c'était le rugby d'ici », *La Dépêche du Midi*, 30.07.11, accessible en ligne : <http://www.ladepeche.fr/article/2011/07/30/1137832-albert-ferrasse-c-etait-le-rugby-d-ici.html>

Ferrasse, quant à lui, défendait la poursuite des relations sportives avec l'Afrique du Sud par trois arguments. D'une part, pourquoi se concentrer uniquement sur l'Afrique du Sud alors que d'autres pays bafouaient les droits de l'homme (Argentine, URSS) ? D'autre part, pourquoi « s'acharner » sur le rugby seul ? Enfin, il défendait que sa posture était la plus à même de combattre la ségrégation raciale²⁷. Il disait ainsi dans la même interview : « J'ai emmené un joueur noir avec nous, Roger Bourgarel. Je me souviens, il a marqué un essai et les Noirs ont envahi le terrain tellement ils étaient contents. »²⁸. Dans ce contexte, le rôle des opinions publiques de différents pays est à souligner. Sensibilisée peu à peu par le mouvement anti-apartheid ainsi que par l'affaire d'Oliveira (1968)²⁹ qui mobilisa l'opinion publique britannique, cette dernière s'investit de plus en plus dans la lutte contre l'apartheid. En effet, les tournées sportives internationales de l'Afrique du Sud sont de plus en plus l'occasion de manifestations anti-apartheid comme, par exemple, lors de la tournée en Australie des rugbymen sud-africains en 1971. Il n'y aura plus de rencontres entre les deux pays les 21 années suivantes. En 1976, ce sont les Néo-zélandais qui arrivent sur le territoire sud-africain. Pour protester, vingt pays africains décident de boycotter les Jeux de Montréal de 1976 provoquant une grave crise au sein du mouvement olympique.



30

²⁷ « Sport et relations internationales : le cas franco-sud-africain », *Le bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 16, accessible en ligne : <http://www.univ-paris1.fr/autres-structures-de-recherche/ipr/les-revues/bulletin/tous-les-bulletins/bulletin-n-16/sport-et-relations-internationales-le-cas-franco-sud-africain/>

²⁸ Ibidem.

²⁹ Basil d'Oliveira est un joueur de cricket sud-Africain de couleur jouant pour l'équipe d'Angleterre. Cette dernière doit effectuer une tournée en Afrique du Sud mais le Premier ministre sud-africain John Vorster annonce que le pays n'acceptera pas une équipe comportant Oliveira, ce dernier ne sera alors pas sélectionné par le comité de sélection anglais. Cette non-sélection occasionne de vives critiques dans la presse britannique qui considère que cette non-sélection est purement politique et non sportive. Cette affaire mobilise beaucoup l'opinion publique britannique.

³⁰ Manifestation en Australie en 1971, Credit photos : getty images, <http://www.espnscrum.com/onthisday/rugby/story/98814.html>

Ainsi, le rôle de l'isolement sportif progressif de l'Afrique du Sud de l'apartheid est souvent mis en avant dans la chute du régime. Toutefois, le boycott sportif n'aurait pu remettre en cause, à lui seul, un système ancré dans la société. De plus, il faut ici distinguer les positions gouvernementales, de plus en plus opposées à l'apartheid, et les pratiques des fédérations, souvent en désaccord avec leurs gouvernements respectifs, à l'image du cas français. Cependant, le sport apparaît comme un élément non négligeable dans la chute de l'apartheid en tant que moyen d'opposition mais aussi de promotion de la liberté. S'il fut un outil de « diplomatie négative » durant l'apartheid, il tint aussi un rôle prépondérant dans la reconstruction sociale de l'Afrique du Sud.

RÉHABILITATION ET UNIFICATION

La fin de l'apartheid s'accompagne rapidement de la fin des boycotts sportifs. Dès 1991, un an avant la fin de l'apartheid, l'Europe rétablit des relations sportives officielles avec l'Afrique du Sud, tout comme l'Inde, à la pointe de la lutte contre le régime afrikaner qui accueille l'équipe de cricket et se rend en Afrique du Sud en 1992. La même année, l'International Rugby Board (IRB) décide d'accorder à l'Afrique du Sud, qui n'avait jamais participé à une Coupe du monde de rugby, l'organisation de la Coupe du monde en 1995 malgré les nombreuses incertitudes au sujet de la transition post-apartheid. Ces dernières restent prégnantes jusqu'à l'élection de Nelson Mandela en 1994, date à laquelle le pays commence réellement sa préparation. Nelson Mandela et la fédération de rugby (SARFU) comptaient sur le potentiel de développement et de réconciliation nationale de l'évènement et ce malgré le risque de ré-ouvrir de vieilles blessures raciales étant donné les liens entre le nationalisme afrikaner et le rugby.

La Coupe du monde peut être vue comme un « hallmark event »³¹, défini par Colin Michael Hall comme des expositions, évènements culturels ou sportifs de dimension internationale tenus de manière ponctuelle ou régulière et dont l'objectif principal est d'assurer sa position sur le marché du tourisme mondial. Plus que d'assurer une rente touristique, la compétition a été l'occasion de faire découvrir au monde une nouvelle Afrique du Sud après des années d'isolation. Le pays projette à la face du monde sa réhabilitation et sa mutation en nation multiraciale et démocratique. Les cérémonies d'ouverture et de clôture sont alors les vitrines de la nation arc-en-ciel. La Coupe du monde de rugby, quatrième évènement sportif mondial pour les audiences télévisuelles³², constituait

³¹ D. Black & J. Nauright, *Rugby and the South African Nation : sport, cultures, politics and power in the old and new South Africa*, Manchester : Manchester University Press, 1998.

³² Audiences totales estimées à 2 milliards de personnes dans plus de 120 pays.

un des meilleurs tremplins possibles. Malgré quelques problèmes dans l'organisation, l'Afrique du Sud voulait démontrer qu'elle pouvait mener avec succès un tel projet.

Les leaders sud-africains avaient compris l'impact que pouvait avoir le sport sur le sentiment national. Selon Nelson Mandela : « Le sport a le pouvoir de changer le monde, le pouvoir d'inspirer, le pouvoir d'unir les individus comme peu d'autres activités peuvent le faire, expliqua Mandela. Il leur parle dans une langue qu'ils comprennent. Le sport peut faire naître l'espoir là où régnait le désespoir. C'est un instrument au service de la paix, encore plus puissant que les gouvernements. Il fait tomber les barrières raciales. Il se moque de toutes les formes de discrimination. Les héros que le sport engendre illustrent ce pouvoir. Ils sont courageux, non seulement dans la pratique de leur sport mais aussi au sein de leur communauté, communiquant espoir et enthousiasme au monde entier³³ ». Ainsi, la Coupe du monde de rugby a constitué les fondations symboliques sur lesquelles construire une identité commune. Le pays entier soutenait les Springboks que Nelson Mandela avait nommé « ses enfants » ou encore « nos garçons » et ce malgré le fait qu'un seul joueur noir était intégré à l'équipe. Nelson Mandela, dans une volonté de réconciliation, se retrouvait être le premier supporter de l'équipe, lui qui avait supporté dans sa prison de Robben Island les équipes étrangères pour énerver ses geôliers. C'est lui qui remettra la coupe au capitaine de l'équipe championne de monde, François Pienaar, dans un stade acquis à sa cause³⁴.



Par ces gestes, il cherchait à s'attirer la sympathie de la minorité blanche. En effet, s'ils avaient accepté en 1992 par un référendum le processus de changement politique, les élections de 1994

³³ Discours de Nelson Mandela lors de la cérémonie d'ouverture du Laureus Lifetime Achievement Award, Monaco 2000, transcription accessible en ligne :

http://db.nelsonmandela.org/speeches/pub_view.asp?pg=item&ItemID=NMS1148&txtstr=Laureus

³⁴ D. Black & J. Nauright, *Rugby and the South African Nation : sport, cultures, politics and power in the old and new South Africa*, Manchester : Manchester University Press, 1998.

³⁵ Crédits photo : <http://edition.cnn.com/2009/SHOWBIZ/Movies/12/10/invictus/>

avaient démontré qu'ils n'en acceptaient pas encore toutes les conséquences avec un vote divisé³⁶. La Coupe du monde était l'occasion d'encourager les supporters blancs à adopter de nouveaux symboles (hymne, drapeau...), de nouveaux leaders ainsi qu'une nouvelle conception du pays, multiracial et démocratique. La SARFU, dont l'administration était essentiellement blanche eut, elle aussi, une attitude plus ouverte afin de redorer son image : mise en place de quotas pour les futures équipes nationales, adoption du slogan « one nation, one country » et de la chanson populaire noire Shosholoz, apprentissage des paroles du nouvel hymne sud-africain Nkosi Sikelel iAfrika. Toutes ces actions furent soutenues et mises en exergue dans les médias dont *The Sowetan* et *Amabokoboko*, médias noirs, dans lesquels le rugby tint une place importante. Les rencontres de la Coupe du monde étaient retransmises en plusieurs langues à la radio afin de permettre à toutes les communautés de suivre les matchs³⁷. La victoire finale contre la Nouvelle-Zélande fut célébrée dans tout le pays.

Néanmoins, il convient de faire preuve de pragmatisme et il ne faut pas attribuer trop de crédit à la place de la Coupe du monde dans cette politique de réconciliation. Si elle a été à l'origine d'une période de patriotisme transracial et contribué à la fondation d'une nouvelle base pour l'unité, d'un certain consensus, les relations économiques et sociales n'avaient pas évolué. L'évènement sportif n'aurait-il pas simplement servi à légitimer le statu quo ?³⁸ De plus, même si les Noirs avaient adopté l'équipe de rugby, le football restait leur sport de prédilection ce qui fut particulièrement visible lors de la victoire finale des Bafana Bafana, équipe nationale de football, lors de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) de 1996. Si la Coupe du monde de rugby avait permis de montrer le nouveau visage de l'Afrique du Sud à la face du monde, la Coupe d'Afrique des Nations 1996 semble être le parfait vecteur de réconciliation avec le continent africain. Impériaux durant toute la compétition, l'équipe nationale offre un deuxième titre international à l'Afrique du Sud, quelques mois seulement après le sacre des Springboks. Leur supporter numéro un restait Nelson Mandela qui avait saisi la portée et l'impact du sport.

³⁶ D. Black & J. Nauright, *Rugby and the South African Nation : sport, cultures, politics and power in the old and new South Africa*, Manchester : Manchester University Press, 1998.

³⁸ *ibidem*.



39

Depuis la Coupe du monde de rugby 1995 et la Coupe d'Afrique des Nations 1996 qui ont marqué le retour du pays sur la scène sportive internationale et par la même occasion sur la scène internationale en général, l'Afrique du Sud cherche à s'établir en tant que grand pays organisateur d'événements sportifs. Elle a ainsi accueilli, entre autres, la Coupe du monde de cricket en 2003, l'Indian Premier League de 2009 et la Coupe des Confédérations la même année ainsi que plusieurs championnats internationaux de golf, d'athlétisme et de natation... En mai 2004, elle se voit attribuée l'organisation de l'une des compétitions suprêmes : la Coupe du monde de football de 2010, événement qui lui permettra, une nouvelle fois, d'afficher son évolution et d'affirmer son statut de leader du continent africain.

LE SPORT AU SERVICE DE L’AFFIRMATION DE LA PUISSANCE SUD-AFRICAINE

Depuis la chute de l'apartheid, notamment depuis le début du XXI^{ème} siècle, la politique étrangère de l'Afrique du Sud rejoint le schéma commun de plusieurs pays en développement : recherche de sécurité, autonomie, prestige... À cela, s'ajoute la promotion des droits de l'homme, de la démocratie et de la justice. Le pays est de nouveau admis dans le Commonwealth (1994) et intègre plusieurs organisations régionales (Union Africaine) et forums multilatéraux. De plus, depuis 2011, l'Afrique du Sud est intégrée aux BRICS au côté du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine. La priorité de l'Afrique du Sud est la « construction d'une meilleure Afrique pour un monde meilleur ». Le sport s'avère être encore une fois crucial pour atteindre cet objectif comme il l'a été pour afficher sa réhabilitation au monde. Ainsi, la vision d'organisation de grands événements sportifs sud-africain

³⁹ Crédits photo : AFP, <http://fr.fifa.com/classicfootball/players/do-you-remember/newsid=1078056/index.html>

est imprégnée de panafricanisme ainsi que d'une volonté d'asseoir sa place de leader du continent africain. L'Afrique du Sud use du soft-power pour asseoir sa légitimité, sa crédibilité ainsi que sa visibilité.

Après l'échec de l'Afrique du Sud face à l'Allemagne lors du vote attribuant la Coupe du monde de football 2006, la FIFA décide d'instaurer un principe de rotation des continents pour l'organisation de l'évènement et désigne l'Afrique comme continent hôte de l'édition 2010. Cinq pays sont candidats : l'Afrique du Sud, le Maroc, l'Egypte ainsi que la Lybie et la Tunisie avec une candidature conjointe⁴⁰. Le 15 mai 2004, l'Afrique du Sud est choisie avec quatorze voix contre dix pour le Maroc et aucune pour l'Egypte. C'est la première fois que la Coupe du monde de football s'invite sur le continent africain et par la même occasion la première fois qu'un évènement sportif de si grande ampleur s'y déroule. L'expérience du pays en tant qu'organisateur de grands évènements sportifs ainsi que la forte implication de Nelson Mandela, prix Nobel de la Paix (1993), sont les principaux facteurs ayant fait pencher la balance en faveur de la nation arc-en-ciel.



De plus, la candidature est soutenue par l'Union Africaine qui établit l'année 2007 « année internationale du football africain » et met en avant « Cinquante ans de partenariat continental, de solidarité et d'esprit sportif ayant fourni à l'Afrique une Coupe du monde 2010 historique. ». Cette campagne couronnée de succès confirme le leadership sud-africain ainsi que son statut de nation émergente et d'économie en pleine mutation. Le slogan est « Africa's time has come, and South Africa is ready » (« le temps de l'Afrique est arrivé, et l'Afrique du Sud est prête »), confirmant le panafricanisme de l'évènement tout en affirmant le leadership sud-africain. L'Afrique du Sud souhaite que l'évènement ait un impact au-delà des frontières sud-africaines et bénéficie à l'Afrique dans son ensemble.⁴² Le pays veut pouvoir être à l'origine d'un changement dans la perception internationale de l'Afrique par l'organisation réussie d'un des deux plus grands évènements sportifs du monde. Lorsque de nombreuses rumeurs persistantes évoquent le transfert de la Coupe du

⁴⁰ La candidature sera retirée après que la FIFA ait précisé que les candidatures conjointes n'étaient plus autorisées.

⁴¹ Nelson Mandela et Desmond Tutu lors de l'attribution de la Coupe du Monde 2010 à l'Afrique du Sud, <http://www.theguardian.com/football/2009/dec/06/south-africa-world-cup-hosts>, Crédits photo : Steffen Schmidt/AP.

⁴² Moloto, *Celebrating Africa's Achievements*, in A. Castro, « South Africa's Engagement in Sports Diplomacy : The Successful Hosting of the 2010 FIFA World Cup: », *The Hague Journal of Diplomacy* 8, 2013.

monde vers un autre pays lié aux inquiétudes de la FIFA quant à son organisation, le vice-ministre des Finances sud-africain Jabu Moleketi dénonce les rumeurs et les qualifie d'afro-pessimistes.⁴³ Le pays veut démontrer que l'Afrique peut apporter sa contribution au développement mondial. Le sport est promu comme instrument de paix, de développement économique, de solidarité ainsi que de cohésion. Malgré les critiques, notamment concernant les dépenses liées au mondial (budget d'environ 40 millions de rands soit un peu plus de 2,8 millions d'euros), l'Afrique du Sud a globalement réussi à projeter une image positive sur la scène internationale, la Coupe du monde ayant été l'occasion de véhiculer une image de marque pour l'Afrique du Sud.

Un dernier évènement sportif international majeur manque néanmoins aux succès sportifs sud-africains : les Jeux Olympiques. Si trois autres pays des BRICS, la Chine (2008), la Russie (2014) et le Brésil (2016), ont ou vont prochainement accueillir la compétition sportive suprême, l'Afrique du Sud ne l'a pas encore fait. Que ce soit au sein des BRICS ou de l'Afrique, elle sera certainement la prochaine. En effet, après l'échec organisationnel des Jeux du Commonwealth 2010 en Inde, il semble peu probable que ce dernier soit le prochain pays des BRICS à accueillir les JO et à l'échelle de l'Afrique, l'expérience sud-africaine semble en faire la prochaine élue africaine, le Maroc, seul autre candidat crédible n'ayant que peu d'expérience. En effet, comme l'explique Wladimir Andreff, économiste du sport, « le budget des Jeux olympiques est plus important que le produit intérieur brut (PIB) de plusieurs dizaines de pays d'Afrique subsaharienne. [...] Le PIB du Burundi (1,8 milliards d'euros) est plus petit que le budget des Jeux de Londres (environ 12 milliards d'euros). Dans ce pays, les JO seraient plus chers que dans la capitale anglaise, au vu des infrastructures à construire ou à rénover (métro, aéroport...) »⁴⁴. De plus, selon Patrick Clastres, historien du mouvement olympique, « le Comité International Olympique (CIO) recherche un pays où il a les coudées franches, il ne veut pas passer sous le contrôle d'un Etat. Le Royaume-Uni est le pays le plus libéral d'Europe, et c'est aussi pour ça que Londres a obtenu les Jeux. L'Afrique du Sud présente le même type d'atout, son économie repose sur le modèle néo-libéral anglo-saxon. »⁴⁵. Le pays a déjà candidaté à l'organisation des Jeux Olympiques. Après une candidature déçue du Cap pour les Jeux de 2004 (troisième pays sur cinq), l'Afrique du Sud s'était retirée de la course aux Jeux 2020. Si elle se lançait à nouveau dans la course, comme les propos de Fikile Mbabula⁴⁶, ministre sud-africain des Sports et des Loisirs, le laissent croire, l'Afrique du Sud bénéficierait du fait d'être un pays africain, le CIO souhaitant

⁴³ SAPA, « World Cup: 'Pessimists to eat their words' ».

⁴⁴ « Les JO en Afrique c'est pour quand? », site de Slate Afrique, consulté le 31.07.13, accessible en ligne : <http://www.slateafrique.com/92607/les-jo-en-afrique-cest-pour-quand>

⁴⁵ Ibidem.

⁴⁶ « Jeux Olympiques 2024, l'Afrique du Sud va faire acte de candidature », site Africa top sports, consulté le 31.07.13, accessible en ligne : <http://www.africatopsports.com/2014/02/11/jeux-olympiques-2024-lafrique-du-sud-va-faire-acte-de-candidature/>

développer son implantation mondiale mais aussi d'alliés de poids dans les pays africains et émergents. L'Agenda 2020, feuille de route du CIO pour les années à venir qui déterminera une nouvelle approche et de nouvelles règles pour l'organisation des Jeux, sera alors prépondérant : l'Afrique du Sud verra si elle peut répondre au cahier des charges du CIO mais elle pourra aussi jauger de la qualité de ses adversaires dont beaucoup se déclareront après la publication de la nouvelle stratégie olympique.

Par conséquent, le sport a été à la fois symbole et outil d'une Afrique du Sud en mutation. Si l'Afrique du Sud de l'apartheid poussait le développement séparé jusque dans le sport, le sport fut aussi un moyen d'opposition au système. Il fut un outil de diplomatie négative aboutissant à un isolement sportif du pays qui constitua un engrenage dans la chute du régime de l'apartheid. L'outil diplomatique que constitue le sport fut ensuite utilisé à des fins plus positives : la réhabilitation du pays sur la scène internationale avec la réintégration de l'Afrique du Sud au concert sportif des nations symbolisée par l'organisation couronnée de succès de la Coupe du monde de rugby 1995 ainsi que de la Coupe d'Afrique des nations 1996. L'organisation de la Coupe du monde de football 2010 ne fut plus synonyme de réhabilitation mais de renouveau sud-africain, l'Afrique du Sud s'imposant comme une nation émergente majeure, moteur du continent africain. L'organisation de Jeux Olympiques constituerait le parachèvement d'une politique de soft-power mise en place depuis la chute de l'apartheid avec pour objectif de gagner les « cœurs et les esprits ». ■

LE SPORT, SYMBOLE DE LA MUTATION SUD-AFRICAINE

Par Alexandra Foucaud / étudiante à Sciences-Po Paris

OBSERVATOIRE GÉOSTRATÉGIQUE DU SPORT / SEPTEMBRE 2014

Dirigé par Pim Verschuuren et Carole Gomez, chercheurs à l'IRIS

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

contact@iris-france.org

www.iris-france.org

www.affaires-strategiques.info